

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies Additives and Fuels Solutions

3 place du Bassin
BP 27
69700 Givors

Références : UDR-CRT-25-094-CC
Code AIOT : 0006103616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement TotalEnergies Additives and Fuels Solutions implanté 3 place du Bassin BP 27 69700 Givors. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Additives and Fuels Solutions
- 3 place du Bassin BP 27 69700 Givors
- Code AIOT : 0006103616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TotalEnergies Additives and Fuels Solutions exploite, sur le territoire de la commune de Givors, un dépôt de liquides inflammables autorisé par arrêté préfectoral du 08 avril 2008 modifié. L'établissement est implanté en bordure du Rhône et du ruisseau le Garon, à l'Est du centre-ville et au Nord de l'autoroute A7.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets canalisés des COV des installations de conditionnement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Réservoirs à toit fixe raccordés à l'URV	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rejets de COV de l'URV	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Emissions diffuses des réservoirs de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47 et annexe 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Emissions canalisées et diffuses des installations de chargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40 et annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Autocontrôle de la qualité des effluents, avant rejet au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Contrôle de la qualité des effluents aqueux par un organisme tiers	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-2 et 54-6	Sans objet
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.4	Sans objet
10	Gaz du sol	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une surveillance périodique des points de rejet canalisés de COV, doit être mise en place.

Le fonctionnement de l'unité de Récupération des Vapeurs des réservoirs de stockage de liquides inflammables doit être modifié afin de lui permettre de fonctionner en permanence, y compris en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

Les calculs des émissions de COV dues à la respiration des réservoirs de stockage et des postes de chargement doivent être repris, puis leurs résultats doivent être redéclarés sur GEREPE.

Les résultats d'analyse de la qualité des eaux pluviales provenant du réseau ESP et rejetées au milieu naturel sont conformes aux valeurs réglementaires sur la période observée.

Des résultats de mesure des concentrations en TCE et PCE dans l'air intérieur du laboratoire doivent être communiqués à l'inspection, afin de lever le doute sur le risque sanitaire que ces polluants représentent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets canalisés des COV des installations de conditionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés des COV des installations de conditionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>a) Si le flux horaire total est supérieur à 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration de l'ensemble des composés des émissions canalisées est de 110 mg/Nm³.</p> <p>d) Pour les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés ; - concernant les émissions des composés organiques volatils halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est imposée si

le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés.

Constats :

En réponse aux demandes de l'inspection, suite à sa visite du 18 juin 2024, l'exploitant a répondu par courrier du 10 septembre : "*..... nous avons prévu des campagnes de mesures semestrielles. Les 3 points de rejets canalisés de COV seront surveillés. La fréquence sera ajustée au fil des mesures, en fonction des résultats obtenus.*"

L'exploitant a indiqué, en séance, qu'il a planifié des campagnes de contrôle par un organisme externe, au cours du premier et du second semestre 2025. A cette occasion, des mesures de la concentration en COV à l'amont et l'aval des filtres à charbons actifs seront effectuées, afin de décider de leur remplacement. L'exploitant souligne que tous les charbons actifs ont été remplacés en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un justificatif de la commande passée à un organisme agréé, des contrôles des rejets canalisés de COV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réservoirs à toit fixe raccordés à l'URV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Réservoirs à toit fixe raccordés à l'URV

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont spécifiques aux réservoirs des terminaux d'essence. [...]

49-2. Toutes les nouvelles installations de stockage d'essence des terminaux « ainsi que les installations existantes autorisées à compter du 12 janvier 1996, » où la récupération des vapeurs est requise en application de « l'article 9 » de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé :

- a) Sont des réservoirs à toit fixe reliés à l'URV conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, ou
- b) Sont conçues avec un toit flottant (externe ou interne) doté de joints primaires et secondaires afin de répondre aux exigences en matière de fonctionnement fixées au point 49-1 du présent arrêté.

49-3. Les réservoirs à toit fixe existants « et ne répondant pas au point 49-2, » sont :

- a) Reliés à une URV conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, ou
- b) Equipés d'un toit flottant interne doté d'un joint primaire conçu de manière à permettre une retenue des vapeurs globales de 90 % ou plus par rapport à un réservoir comparable à toit fixe

sans dispositif de retenue des vapeurs.
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours de sa visite du 18 juin 2024, l'inspection a constaté que l'URV étant arrêtée en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les vapeurs des réservoirs à toits fixes, ne sont pas traitées avant rejet à l'atmosphère. En réponse aux demandes de l'inspection, l'exploitant a répondu par courrier du 10 septembre : " <i>Nous sommes en train d'étudier la possibilité de laisser fonctionner l'URV en permanence. Cette étude comprendra une analyse de risque de cette modification afin de s'assurer que ce mode de fonctionnement n'induit pas de risque supplémentaire non maîtrisé. Nous devons par exemple nous assurer que l'approvisionnement en azote liquide est suffisamment robuste pour garantir ce fonctionnement. Nous ne manquerons pas de vous tenir informé de l'évolution de ce projet.</i>"</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance, que des essais de fonctionnement de l'URV en continu y compris en dehors des heures d'ouverture, a été effectué le 29 juin et début septembre 2024. L'établissement n'effectuant pas de dépotages en dehors des heures d'ouverture, seules les vapeurs liées à la respiration des réservoirs, dues au réchauffement en journée du produit qu'il contiennent, alimentent l'URV. Lorsque les émissions de vapeurs dues à la respiration des réservoirs se tarissent, quand la température diminue, l'URV s'arrête automatiquement en raison du manque de débit d'effluents à traiter. Son redémarrage ne peut s'effectuer que manuellement, après un délai de mise en froid. Ces essais n'ayant été effectués qu'avec l'aide d'une entreprise spécialisée locale et non avec le fabricant de l'URV, l'exploitant va contacter ce dernier, afin qu'il propose une solution permettant d'assurer son fonctionnement en permanence.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un justificatif des échanges et/ou de la commande passée auprès du fabricant de l'URV, afin d'assurer son fonctionnement en permanence, ainsi qu'un échéancier de réalisation des travaux nécessaires.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Rejets de COV de l'URV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de COV de l'URV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>....</p> <p>b) Pour les unités de récupération de vapeurs (URV), la valeur limite exprimée en grammes par</p>

mètre cube, moyennée sur une heure, n'excède pas 1,2 fois la pression de vapeur saturante du produit collecté exprimée en kilopascal, sans toutefois dépasser la valeur de 35 g/Nm³.

.....

e) Pour les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68 :

- concernant les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés ;

Constats :

En réponse aux demandes de l'inspection, suite à sa visite du 18 juin 2024, l'exploitant a répondu par courrier du 10 septembre : " Nous avons contacté notre prestataire de maintenance de l'URV afin d'établir la faisabilité technique d'une mesure en continu de la teneur en COV sur le rejet de l'URV. Nous attendons la confirmation de la faisabilité, ainsi que le devis correspondant. ".

L'exploitant a indiqué en séance, qu'il étudie la mise en place d'un analyseur en continu de COV à la sortie de l'URV. Une commande a été passée le 16/12/24, pour l'installation d'une mesure en continu, cependant il a demandé parallèlement au service technique spécialisé du groupe TotalEnergies (One Tech), de lui confirmer que l'appareil de mesure qui lui a été proposé, répondra bien au besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un justificatif, de la commande définitive passée, pour l'installation d'un appareil de mesure en continu, des rejets de COV en sortie de l'URV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Emissions diffuses des réservoirs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47 et annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses des réservoirs de stockage

Prescription contrôlée :

Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées pour les réservoirs correspondant aux critères du tableau suivant :

CATÉGORIE DE LIQUIDE : VOLUME DU RÉSERVOIR

Catégorie A : 10 m³

Catégorie B à $P_v > 25$ kPa : 10 m³

Liquide de première catégorie à $16 \text{ kPa} < P_v \leq 25 \text{ kPa}$: 50 m³

Liquide de première catégorie à $6 \text{ kPa} < P_v \leq 16 \text{ kPa}$: 100 m³

Liquide de première catégorie à $1,5 \text{ kPa} < P_v \leq 6 \text{ kPa}$: 500 m³

<p>Liquide de première catégorie à $P_v \leq 1,5 \text{ kPa}$: $1\,500 \text{ m}^3$</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions diffuses des réservoirs de stockage : - soit en utilisant les méthodes données en annexes 2, 3 et 4 du présent arrêté ; </p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son fichier de calcul des émissions diffuses de COV des réservoirs de stockage d'essence. Conformément à la méthodologie de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, celle-ci distingue les émissions dues à la respiration des réservoirs, de celles dues à leur remplissage.</p> <p>Postérieurement à la visite de l'établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection son fichier de calcul des émissions des réservoirs de stockage. L'examen de ce fichier par l'inspection, l'amène à constater en ce qui concerne les émissions dues à la respiration des réservoirs (E11), que lorsqu'un réservoir stocke différents Liquides Inflammables (LI) dont les caractéristiques physiques sont distinctes (Pression de vapeur, masse molaire), plusieurs émissions annuelles (une par LI) sont calculées puis sommées pour un même bac. Un même bac ne pouvant pas stocker durant toute l'année des LI distincts, ce mode de calcul conduit selon l'inspection, à une surévaluation de ces émissions. A noter que l'URV ne fonctionnant pas en permanence, comme explicité dans la fiche de constat n°2, l'exploitant n'applique pas de taux d'abattement des COV émis par la respiration des réservoirs. En revanche, ce taux est appliqué aux mouvements de produits (E12), ceux-ci ayant lieu durant les heures d'ouverture de l'établissement, l'URV étant alors en fonctionnement.</p> <p>Selon les calculs de l'exploitant, avant de leur apporter les corrections susmentionnées, les émissions de COV pour l'année 2024 dues aux réservoirs de stockage sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respiration (E11) : 83,67 tonnes • Mouvements (E12) : 9,85 tonnes <p>La déclaration des émissions annuelles GERE pour l'année 2024 étant encore modifiable, l'inspection l'a mise en révision afin que l'exploitant lui apporte la correction qui s'avère nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Corriger le calcul émissions de COV dues à la respiration des réservoirs stockant différents LI, dont les caractéristiques physiques sont distinctes (Pression de vapeur, masse molaire), puis corriger la déclaration GERE pour l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Emissions canalisées et diffuses des installations de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40 et annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions canalisées et diffuses des installations de chargement
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous.</p> <p>.....</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions diffuses des installations de chargement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en utilisant la méthode simplifiée donnée en annexe 1 du présent arrêté ; <p>.....</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son fichier de calcul des émissions de COV liées aux chargements de citernes mobiles. L'établissement disposant d'une URV, ces émissions sont calculées suivant la formule de l'annexe 1, B, 2 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011, qui tient compte du taux d'abattement des COV dû à l'action de l'URV. Ce taux d'abattement a été déterminé au cours d'une campagne de mesure effectuée le 4 janvier 2023, il est seulement de 41 %, ceci en raison de dysfonctionnements de l'URV.</p> <p>Postérieurement à la visite de l'établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection son fichier de calcul, qui applique un ratio de 0,41 aux émissions calculées pour tenir compte de l'abattement des COV dû à l'action de l'URV, alors qu'il devrait être de 0,59 correspondant au taux d'abattement de 41%. Ainsi, les émissions de COV calculées dues aux chargements des citernes sont minorées. La correction du calcul par l'application du bon taux d'abattement de l'URV, les fait passer de 3,48 tonnes à 5 tonnes sur l'année 2024.</p> <p>La déclaration des émissions annuelles GERE pour l'année 2024 étant encore modifiable, l'inspection l'a mise en révision, afin que l'exploitant lui apporte la correction qui s'avère nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Corriger dans le calcul émissions de COV dues au chargement des citernes mobiles, le taux d'abattement de l'URV appliqué, afin qu'il reflète la réalité physique de ses performances, puis corriger la déclaration GERE pour l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Autocontrôle de la qualité des effluents, avant rejet au milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle de la qualité des effluents, avant rejet au milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents aqueux rejetés, respectent les prescriptions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a examiné le registre de suivi de la qualité des bâchées d'eaux pluviales rejetées au milieu naturel sur la période de septembre 2024 à avril 2025. Les 3 paramètres mesurés HCT, pH et DCO sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la qualités des effluents aqueux par un organisme tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-2 et 54-6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualités des effluents aqueux par un organisme tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'établissement ne comporte pas d'autres activités susceptibles de modifier la qualité des eaux rejetées, les rejets des effluents liquides dans le milieu récepteur respectent a minima les valeurs limites définies ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température inférieure à 30 °C ; - pH entre 5,5 et 8,5 ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté préfectoral n'excède pas 100 kg/jour, 125 mg/l au-delà ; - demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté préfectoral n'excède pas 30 kg/jour, 30 mg/l au-delà ; - matières en suspension (MES) : 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/jour, 35 mg/l au-delà. <p>54-6. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les modalités de cette surveillance (par exemple fréquence des mesures, paramètres suivis et les normes utilisées) sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. A l'exception des installations dont les rejets sont uniquement liés à des opérations ponctuelles (opérations de lavage par exemple), cette surveillance intègre a minima une mesure trimestrielle de l'ensemble des polluants et paramètres visés au point 54-2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné, les résultats des analyses de la qualité des effluents aqueux réalisées par un organisme agréé, portant sur des échantillons prélevés le 27 septembre 2024 (3^{ème} trimestre) et du 26 au 27 novembre 2024 (4^{ème} trimestre). Les paramètres mesurés sont conformes aux valeurs limites réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des réseaux de collecte des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p>

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a consulté deux entreprises spécialisées, pour effectuer un curage/nettoyage puis inspection par caméra en procédant par 3 parties distinctes du réseau des Eaux Susceptibles d'êtres Polluées, dit ESP. Les effluents du curage seront dirigés vers une citerne de décantation. Après décantation et analyse de la phase liquide, en fonction des résultats obtenus la phase liquide pourra être rejetée au milieu naturel, ou être évacuée en tant que déchet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les devis de curage et d'inspection du réseau ESP. Préciser le planning de curage et d'inspection du réseau ESP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.4.1 Réseau de surveillance Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué : <ul style="list-style-type: none"> • des piézomètres Pz1 bis, Pz2bis, Pz3, Pz4, Pz5bis, Pz6, Pz7, Pz8, Pz9, Pz10, • du puits dit « Fournaise », • du puits P2bis (référence BSS n° BSS003EJWW) dit Puits Bassin (puits du bassin nautique) Ces ouvrages sont positionnés sur un plan communiqué à l'Inspection des installations classées. Une fiche technique détaillée est également établie pour chacun d'eux. Les ouvrages sont nivelés en référence au Nivellement Général de la France (NGF). Semestriellement, les ouvrages mentionnés ci-dessus font l'objet : <ul style="list-style-type: none"> • d'une mesure du niveau statique d'eau exprimé en mètre NGF, • de prélèvements pour réalisation des analyses telles que définies au § 4.4.2. Au moins une fois par an, ces contrôles sont réalisés par un laboratoire spécialisé indépendant. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont transmis semestriellement via la plateforme GIDAF. Annuellement, l'exploitant établit un bilan qu'il transmet à l'Inspection des installations classées au plus tard en avril de l'année N+1. Le bilan annuel comprend les commentaires et tout élément cartographique utiles à la compréhension.</p> <p>4.4.2 Nature et fréquence d'analyses Les paramètres ci-dessous seront analysés semestriellement conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur.</p>
Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des campagnes de mesure de la qualité des eaux souterraines, effectuées en mars et en septembre 2024.

L'examen par l'inspection des résultats de ces dernières campagnes de mesure, l'amène à retenir essentiellement les dépassements suivants des valeurs de référence (Arrêté ministériel du 11 janvier 2007), pour les paramètres en lien avec l'activité industrielle passée ou actuelle, exercée sur le site (Hydrocarbures, BTEX, solvants chlorés) :

PZ7bis:

PCE (valeur de référence 10 µg/l pour la somme PCE+TCE) : Dépassements chroniques, dont un très léger dépassement atteignant 11,35 µg/l au cours de la dernière campagne de septembre 2024. A noter que l'examen du graphe d'évolution des concentrations en PCE sur ce piézomètre au cours des dernières années, ne met pas en évidence de tendance marquée à ce stade.

PZ2/PZ2Bis:

Benzène (valeur de référence 1 µg/l) : Dépassements chroniques atteignant près de 40 µg/l lors de la campagne de mars 2024. A noter que l'examen du graphe d'évolution des concentrations en Benzène sur ce piézomètre au cours des dernières années, ne met pas évidence de tendance marquée.

Suite à ce constat récurrent de fortes concentrations en polluants sur PZ2Bis notamment en Benzène, l'inspection avait demandé à l'exploitant suite à sa précédente visite du 16 septembre 2024 de «Rechercher la présence d'une source de pollution concentrée (point chaud), en amont de PZ2 Bis et intégrer le fruit de cette recherche, au prochain rapport de synthèse annuelle de la surveillance des milieux ». L'exploitant a répondu à cette demande, par courrier du 01/04/25 :

« Nous nous sommes rapprochés de la société SERPOL en charge du suivi de nos eaux souterraines, pour déterminer une stratégie de recherche d'une source potentielle. Des sondages ont déjà été réalisés dans cette zone en 2019 et n'avaient pas indiqué de teneurs significatives en HC ou BTEX. À la suite des bilans du suivi des COHV et des eaux de la nappe, réalisés sur 2023 et 2024, il apparaît que les valeurs détectées au niveau du PZ2 Bis sont soit :

- liées à l'influence du Rhône sur la nappe (connexion forte entre la nappe alluviale et le cours d'eau),*
- liées à une accumulation des « polluants » au droit du massif filtrant en raison de sa position hydraulique (proximité du Rhône, aval du site)».*

Postérieurement à la visite de l'établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection le diagnostic environnemental des sols de novembre 2019 évoqué supra, qui a été réalisé dans le cadre du renouvellement de son Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), auprès de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR). Il a notamment consisté à réaliser des forages, pour permettre le prélèvement d'échantillons de sols. ces échantillons ont été analysés afin de déterminer leurs concentrations en polluants, qui ont été confrontées à des valeurs de référence, celles des Installations de Stockage de déchets Inertes (ISDI) pour les polluants qui nous intéressent ici, les hydrocarbures et les BTEX. Le forage S12, réalisé au plus près de PZ2Bis, a fait l'objet de deux échantillons, l'un pour la zone de 1,5 à 3 m de profondeur, le second de 3 à 4,5 m. En synthèse, les résultats des analyses font apparaître les éléments suivants :

S12 (1,5-3) :

- Hydrocarbures C10-C40 = **1010** mg/kg dont 712 mg/kg de C10-C16 (Seuil ISDI 500 mg/kg)
- Hydrocarbures C5-C10 = 2,4 mg/kg
- BTEX : 2,4 mg/kg (Seuil ISDI 6 mg/kg)
- Benzène : < 0,05 mg/kg

S12 (1,5-3) :

- Hydrocarbures C10-C40 = 391 mg/kg dont 204 mg/kg de C10-C16 (Seuil ISDI 500 mg/kg)
- Hydrocarbures C5-C10 = <1 mg/kg
- BTEX : 0,83 mg/kg (Seuil ISDI 6 mg/kg)
- Benzène : < 0,05 mg/kg

Ces concentrations ne mettent pas en exergue une zone de forte concentration en polluants (ou hot spot), notamment en Benzène.

Au cours de l'échange, le bureau d'études en charge du suivi de ce dossier a indiqué, que le piézomètre PZ2Bis pouvait nécessiter un décolmatage qui permettrait, le cas échéant, d'améliorer la représentativité des échantillons prélevés.

Mis à part ces deux points saillants, l'inspection constate qu'au cours des deux dernières campagnes de mesure de la qualité des eaux souterraines, une grande partie des piézomètres continue d'être impactée par:

- Des solvants chlorés et notamment le PCE, mais à des concentrations inférieures à la valeur de référence, à l'exception de PZ7bis tel qu'explicité supra;
- Le Fer et l'Arsenic, à des concentrations dépassant parfois les valeurs de référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gaz du sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article Deux : 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des gaz du sol

Prescription contrôlée :

4.5 - Surveillance des gaz du sol

Trimestriellement, des prélèvements et des analyses des gaz du sol sont effectués au droit des aiguilles des lignes suivantes :

- Fournaise (5 aiguilles notées PV12 à PV16),
- Parking (6 aiguilles notées PV1 à PV6),
- Laboratoire (5 aiguilles notées PV7 à PV11).

Les paramètres recherchés sont les COHV (composés organo-halogénés volatils) dont, au moins, le tétrachloroéthylène, le trichloroéthylène, le cis 1,2-dichloroéthylène et le chlorure de vinyle monomère.

Les résultats sont transmis annuellement à l'Inspection des installations classées avec les commentaires appropriés, notamment en ce qui concerne les conditions de prélèvement.

La transmission des résultats peut être effectuée en même temps que celle concernant la surveillance des eaux souterraines mentionnée au paragraphe 4.4.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports des campagnes de suivi de la qualité des gaz du sol, de septembre et décembre 2024, ainsi que le rapport de suivi de la qualité de l'air ambiant de janvier 2025.

L'inspection constate, que les concentrations en TCE et en PCE mesurées dans les piezairs des lignes «Parking» et «Fournaise», sont inférieures aux valeurs retenues dans l'Analyse des Risques Résiduels (ARR) de 2022, permettant de s'assurer que le risque sanitaire encouru par les riverains (Ligne «Parking») et le personnel présent dans le bâtiment Fournaise est acceptable. En revanche, les concentrations en TCE et en PCE mesurées dans les piezairs de la ligne «Laboratoire», sont supérieures aux valeurs retenues dans l'Analyse des Risques Résiduels (ARR) de 2022.

Afin de lever le doute sur les concentrations en TCE et PCE réellement inhalées par les personnes présentes dans le laboratoire, l'exploitant a diligenté une campagne de mesure de leur concentration dans l'air ambiant, pour laquelle des prélèvements ont été effectués le 9 janvier 2025. Le rapport indique que *«Malgré le respect de la procédure d'envoi et les recherches entreprises par le laboratoire, la glacière a été perdue par l'entreprise de transport.»* et *«... il a été convenu avec le client de ne pas réaliser de nouveaux prélèvements. A la demande de TEAFS et afin de gagner en représentativité, les contrôles d'air ambiant seront à présent réalisés trimestriellement.»*. Par conséquent, bien que les résultats des mesures de la qualité de l'air ambiant précédemment effectués dans le laboratoire soient rassurants (D'octobre 2022 à octobre 2024), le doute sur l'acceptabilité des risques sanitaires, induit par les résultats de la mesure de la concentration en polluants des gaz du sol de décembre 2024, n'est pas levé à ce stade. L'exploitant a indiqué en séance, qu'une campagne de mesure de l'air ambiant a été effectuée le 20 mars 2025. Les résultats ne lui ont pas encore été communiqués à ce stade. Dans les rapports de mesure de la qualité de l'air ambiant, les concentrations en TCE et en PCE prises en référence pour évaluer le risque sanitaire sont les VLEP. L'inspection rappelle que la " Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 " précise au dernier alinéa de son chapitre 3.6.3 :

" Il est à noter que, dans le cadre d'une réhabilitation d'un site pour un usage industriel ou un usage tertiaire, les futurs travailleurs sont considérés comme une population générale. Ainsi, l'évaluation des risques résiduels, lorsqu'elle est requise, se base sur les VTR définies pour la population générale et non sur les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP CT et VLEP 8 h ; cf. § 1.2.1.a "

D'autre part, l'inspection constate que l'Analyse des Risques Résiduels (Rapport de synthèse R001-1619882HTH-V01 du 26 août 2022), s'est basée sur les Valeurs Guides de qualité d'Air Intérieur (VGAI), pour évaluer le risque sanitaire à partir des concentrations en TCE et PCE modélisées dans les locaux.

- trichloroéthylène (TCE) : 10 g/m³ pour une durée d'exposition vie entière correspondant à un niveau de risque de 10-5 ;
- tétrachloroéthylène (PCE) : 250 g/m³ pour les effets sur le long terme.

Pour les raisons évoquées supra, en l'absence de nouveaux éléments de la part de l'exploitant, l'inspection confrontera les concentrations en TCE et PCE mesurées, aux VGAI correspondantes.

Enfin, les analyses de concentration en TCE et PCE communiquées à ce jour à l'inspection respectent les VGAI qui leurs sont applicables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Communiquer dès réception, le rapport de mesure des concentrations en TCE et PCE de l'air intérieur, effectué le 20 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite